



## Le Père Noël est-il sourd dingue ?

Cher Père Noël,

Fin 2010, je t'ai adressé ma commande pour te demander de me donner des collègues sous le sapin....

Hé bien soit tu n'existes pas, soit tu es recroquevillé sur toi-même au pays des lutins avec plus aucun contact avec la réalité !

Car non seulement tu as encore déposé un beau paquet bien emballé de suppressions sous mon sapin fin 2010... mais j'apprends que tu comptes réitérer l'exploit fin 2011 !



### Suppressions à la DRFiP 44 pour 2012 :

- 27 emplois !

A : +4      B : +15      C : -46



Dans un climat de plus en plus dégradé, l'annonce de ces suppressions a de quoi faire froid dans le dos !

...et ce n'est pas la distribution d'un fascicule sur les conditions de vie au travail ou d'un guide sur la prévention des risques psychosociaux qui va régler le problème !

Pas plus que la mise en place d'espace de dialogue (EDD) - sur la base du volontariat et de l'anonymat - ! Encore faudrait-il avoir le temps matériel d'y participer !

On nous a eu, nous les agents, avec le DOS et le GEM : on ne nous y prendra plus !

D'autre part, le DAST (dossier d'approche de la souffrance au travail), outil de diagnostic mis en place pour la médecine de prévention est certes une nécessité ..... mais n'arrive-t-il pas un peu tard ?

A moindre de vivre sur une autre planète, on le sait que cette souffrance existe à la DGFIP ! Il ne suffit pas de s'en approcher : il faut l'éradiquer en prenant le dossier à bras le corps.....

Autre exemple avec la formation aux conditions de travail en accès libre pour les agents (autres que encadrant ou responsable RH). Bien entendu, en haut lieu, "on" sait pertinemment que les agents (dans une très grande majorité) ne feront pas la démarche de s'inscrire, trop débordés qu'ils sont à essayer de remplir leurs missions du mieux possible .....

Quant à la diminution du nombre d'indicateurs de moitié et à la disparition des comparaisons entre services et directions, doit-on vraiment s'en réjouir ?

J'en termine là cher Père Noël ! ..... Ha non, une dernière chose : si tu ne peux pas faire mieux, merci de m'apporter des chaussures de marche ..... je risque fort d'aller rejoindre le cortège des contestataires qui n'ont d'autre moyen que de descendre dans la rue .....

Et si tu ne le sais pas encore, il est inutile de mettre un



cataplasme sur une jambe de bois ....

## LA SCHIZOPHRÉNIE DU GOUVERNEMENT

...qui, en matière de prix du gaz, veut contrôler l'évolution des tarifs réglementés qu'il a contribué à faire exploser avec la privatisation de Gaz de France et la libéralisation du marché. **FO** l'appelle à sortir de la contradiction en réclamant le retour au monopole de l'État.

La gaz va augmenter de 4,4 % au 1er janvier 2012!

(.....*Et Bonne Année qu'ils vont nous dire !*)

Après avoir approuvé une hausse de 5% en avril 2011 ayant fait bondir les tarifs réglementés de 21% sur 12 mois,



François FILLON s'était engagé en septembre dernier à les geler jusqu'à la mi-2012.

Mais, c'était sans compter l'avidité de GDF Suez. Le groupe privatisé s'était empressé de saisir le Conseil d'Etat (pour dénoncer une décision «conforme ni au contrat de service public signé entre l'Etat et l'entreprise ni aux dispositions législatives et réglementaires») qui lui a donné raison ! Il a pressé le gouvernement à revoir sa position au motif que les pouvoirs publics auraient dû suivre l'avis défavorable de la commission de régulation de l'énergie (CRE) pour qui les prix devaient augmenter en moyenne "de 8,8 % à 10 % dans le cadre de la formule en vigueur".

Pour parvenir à une hausse inférieure à 5%, M. Fillon a dû renégocier avec la CRE et GDF Suez un nouveau mode de calcul des tarifs tout en respectant l'arrêt du Conseil d'Etat. Son objectif est d'intégrer dans la formule toutes les conditions d'approvisionnement par le gazier. Jusqu'à présent, les tarifs aux consommateurs sont essentiellement indexés sur les contrats de fourniture à long terme. Lesquels contrats sont conclus en fonction de l'évolution des cours du pétrole brut (+25% sur un an).

Le gouvernement aimerait voir tenir compte aussi des contrats à court terme représentant un quart de l'approvisionnement de GDF et dont la facture est en ce moment bien moins élevée. Cette piste avait été explorée dans un récent rapport de la CRE qui faisait remarquer au passage que les prix réglementés du gaz français **étaient parmi les plus élevés de l'Union européenne**.

Si compromis il y a, il resterait à savoir si Bruxelles l'acceptera au vu des directives européennes sur la libéralisation du marché de l'Energie.

Le gouvernement demeure donc empêtré dans ses contradictions. Comme l'a souligné maintes fois **FO**, il ne peut qu'être responsable d'une telle situation dans la mesure où, en acceptant **sans rechigner la privatisation de GDF et l'ouverture à la concurrence des marchés**, il savait bien que les exigences du marché seraient toujours privilégiées au détriment du pouvoir d'achat des citoyens. Pour **FO**, le retour à l'Etat au monopole de distribution et commercialisation du gaz serait la véritable solution pour garantir un juste prix en ces temps de rigueur budgétaire.